



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 15 – 23 avril 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le RU se fixe un nouvel objectif de baisse des émissions carbone d'ici à 2035

Climat & énergie

- Allegra Stratton devient porte-parole de la Présidence britannique de la COP 26
- Des parlementaires estiment qu'il sera impossible de limiter la hausse des températures en cas d'échec à la COP 26
- Des ONG qualifient la *Powering Past Coal Alliance* de "greenwashing"
- Le *Treasury* est appelé à aligner sa politique sur la transition bas carbone
- Mark Carney annonce le lancement de la *Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ)*, qu'il présidera
- *UKEF* a doublé ses financements en faveur de projets durables en 2020

Environnement

- *Natural England* insiste sur le rôle des espaces naturels dans la transition bas carbone
- Le plan de relance britannique pourrait créer 1,2 million d'emplois verts en deux ans selon l'association *Green New Deal UK*

Industrie

- L'industrie aéronautique britannique s'inquiète de la suspension de ses financements publics de R&D
- Plusieurs entreprises britanniques du secteur de la logistique ont bénéficié d'une hausse d'activité liée au Brexit

Transport

- Le *Home Office* demande à Heathrow de dédier un terminal à l'accueil des passagers en provenance des pays de la « liste rouge »
- L'autorité britannique de régulation de l'aviation autorise un projet pilote de drones de livraison
- Les sociétés de location de bus ne pourront pas accueillir de passagers issus de différents ménages avant le 17 mai

Fait marquant

Le RU se fixe un nouvel objectif de baisse des émissions d'ici à 2035

Dans un [communiqué](#) publié sur le site du Gouvernement le 20 avril, le Premier ministre britannique a fixé une nouvelle cible intermédiaire de baisse des émissions de CO₂ à horizon 2035 par rapport à 1990 (-78%). Cet objectif sera intégré dans le 6^{ème} budget carbone qui fixe un plafond d'émissions à ne pas dépasser pour la période 2033-2037 (965 MtCO₂). Ces cibles seront intégrées dans le *Climate Change Act* et, en fonction du calendrier parlementaire, pourraient avoir force de loi avant l'été (les discussions ont débuté au Parlement le 21 avril). Le Gouvernement a également annoncé que les émissions issues du transport aérien et maritime international seraient prises en compte, alors qu'elles étaient jusque-là exclues des calculs.

Sur fond d'incertitudes liées au format qui sera retenu *in fine* pour la tenue de la COP 26 à Glasgow en novembre prochain, et alors que le Gouvernement réfléchit dès à présent à plusieurs alternatives (format en ligne, hybride ou nouveau report), Boris Johnson a ainsi souhaité impulser un nouveau souffle à la Présidence britannique en amont du sommet des *Leaders* qui s'est tenu le 22 avril à l'initiative des Etats-Unis. Plusieurs documents clés et stratégies sont encore attendus ces prochaines semaines sur la façon dont le RU entend atteindre la neutralité carbone dans le domaine du chauffage et de la construction (*Heating and Building Strategy*), dans le domaine des transports (*Transport Decarbonisation Plan*) et sur la façon de faire travailler les différents ministères (*cross-government Net Zero Strategy*). Le Trésor britannique doit de son côté publier d'ici l'été une *Net Zero Review* qui doit identifier les opportunités de croissance économique et préciser les politiques fiscales pour accompagner cette transition bas carbone.

Chiffre de la semaine

17%

Un récent rapport du WWF et de l'Institut de l'Université de York révèle que [les émissions individuelles moyennes des britanniques ont baissé de 17 %](#) entre février 2019 et octobre 2020, et que les citoyens ont adopté de nouvelles habitudes alimentaires moins intensives en carbone durant cette période.

Climat et Énergie

Flash - [Allegra Stratton](#), ancienne journaliste du *Guardian*, devient porte-parole de la Présidence britannique de la COP 26

Des ONG qualifient la *Powering Past Coal Alliance* de "greenwashing"

Un [rapport rédigé par 8 ONG, dont Reclaim Finance](#), a accusé certains membres de la *Powering Past Coal Alliance (PPCA)* composée de Gouvernements, collectivités et acteurs privés, de ne pas avoir progressé dans l'atteinte des objectifs de l'Alliance visant notamment à accélérer la transition énergétique et à arrêter d'utiliser et de soutenir le charbon. Le rapport pointe en particulier vingt-trois institutions financières (banques, gestionnaires d'actifs, fonds institutionnels et compagnies d'assurance) qui n'auraient pas significativement réduit leurs investissements dans le charbon. De nombreux pays, comme l'Allemagne, le Mexique ou encore le Sénégal seraient également en retard sur les objectifs affichés au sein de l'Alliance. Le RU, qui n'a pas totalement fermé la voie au projet d'ouverture d'une mine de charbon à ciel ouvert dans le nord de l'Angleterre, et le Canada, qui pourrait autoriser l'ouverture de treize nouvelles mines de charbon, sont également pointés du doigt alors qu'ils sont les deux membres fondateurs de la PPCA.

Le *Treasury* appelé à un meilleur alignement de la fiscalité et des dépenses publiques avec la transition bas carbone

Alors que Boris Johnson vient d'annoncer une nouvelle cible de réduction des émissions carbone pour le RU d'ici à 2035 (cf. fait marquant), Adair Turner, Président de l'*Energy Transitions Commission* qui associe entreprises et organisations spécialisées dans l'énergie, s'inquiète d'une politique du *Treasury* peu accommodante en matière de financement de projets verts ; il a prié le Chancelier [Rishi Sunak d'aligner la politique économique et fiscale du Trésor britannique](#) sur l'objectif de neutralité carbone. Le *Treasury* devrait préciser d'ici peu la stratégie du Gouvernement en matière économique et fiscale pour atteindre cet objectif.

Mark Carney annonce le lancement de la *Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ)*, qu'il présidera

La *GFANZ* a pour objectif de mobiliser les trillions de dollars nécessaires à la mise en place d'une économie mondiale à zéro émission carbone et à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. Elle vise à inciter les institutions financières à se doter d'objectifs de neutralité carbone et constituera un forum de coordination stratégique afin d'accélérer la transition vers une économie net zéro. La *GFANZ* regroupe diverses initiatives telles que la *Net-Zero Banking Alliance*, la *Net Zero Asset Owners Alliance*, la *Net Zero Asset Managers* initiative, ou encore la *Net Zero Insurers Alliance* (qui sera lancée à l'occasion de la COP26), et rassemble 160 entreprises - dont 43 banques de 23 pays. *Barclays*, *Lloyds*, *NatWest*, *Legal & General* et *HSBC* font partie des institutions financières participantes. Toutefois, des ONG considèrent que la campagne Finance de la Présidence britannique ne suffit pas à aligner les intérêts du secteur sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Ainsi, l'ONG *Positive Money* rappelle que les plus grandes banques mondiales ont financé les combustibles fossiles à hauteur de 2 700 Md£ depuis 2015. De fait, si les banques adhérentes de la *GFANZ* devront présenter des « plans crédibles » pour réduire leurs investissements dans les actifs à forte teneur en carbone, elles ne seront pas astreintes au respect d'une date limite pour cesser d'investir dans les combustibles fossiles. La *GFANZ* ne prévoit pas non plus d'obligation pour les entreprises de cesser de financer le charbon.

UKEF a doublé ses financements en faveur de projets durables en 2020

L'agence de crédit à l'export britannique affirme avoir attribué [2,4 Md£](#) à plusieurs pays en développement dans le domaine de l'environnement et de la transition énergétique. 120 M£ ont permis de financer la transformation d'infrastructures énergétiques à grande échelle ("*major energy transformation*"), à Taïwan et au Ghana par exemple. Plus de 1,9 Md£ ont été alloués à d'importants travaux d'infrastructures de transport, notamment en Egypte. *UKEF* intervient désormais dans une centaine de pays et vise encore à élargir son champ d'intervention en 2021. Alors qu'entre 2013 et 2018, 96 % de ses investissements dans l'énergie à l'étranger étaient dirigés vers les combustibles fossiles, *UKEF* s'est très récemment vu confier un nouveau mandat interdisant le financement de projets liés au charbon et encadrant la possibilité de financer des projets liés au gaz. *UKEF* a par ailleurs indiqué qu'elle envisageait de prêter à court terme 2 Md£ supplémentaires pour soutenir des projets en matière de transition bas carbone.

Des parlementaires estiment qu'il sera impossible de limiter la hausse des températures en cas d'échec à la COP 26

Dans un rapport ([A Climate For Ambition: Diplomatic Preparations For COP26](#)), la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Communes a pointé du doigt l'absence de stratégie claire du Gouvernement britannique pour obtenir un succès lors de la COP 26 à Glasgow. Les parlementaires appellent le gouvernement britannique à revoir son plan de travail et à traduire ses paroles en actes. Ils appellent à la mise en place d'une diplomatie transparente et inclusive, qui permette de négocier à la fois avec les pays les moins avancés, les puissances émergentes et les grands pays émetteurs comme les Etats-Unis. [Le rapport](#) invite le Gouvernement à utiliser son agenda international pour mobiliser l'ensemble des pays autour des enjeux climatiques et environnementaux. En parallèle des priorités stratégiques sur le climat que le ministère des Affaires étrangères britannique doit préciser d'ici à la COP, le rapport demande que RU engage sur le plan interne les outils financiers adéquats et améliore la gouvernance sur ces sujets afin de montrer l'exemple.

Environnement

La préservation des espaces naturels est essentielle à la transition bas-carbone selon *Natural England*

Natural England, l'agence gouvernementale chargée de la protection de l'environnement naturel, a publié cette semaine une [carte des zones de stockage naturel de carbone](#) au RU et souligné leur importance dans la lutte contre le changement climatique. Les tourbières et les forêts apparaissent comme des atouts essentiels pour lutter contre la perte de biodiversité et le réchauffement climatique. Selon *Natural England*, les tourbières de l'est de l'Angleterre, riches en biodiversité, et celles des régions semi-montagneuses, peuvent contenir jusqu'à huit fois plus de carbone qu'une forêt tropicale, à superficie équivalente. La protection et la restauration des marais et des prairies marines dans les régions littorales permettraient de stocker d'importantes quantités de carbone supplémentaires, tout en protégeant ces espaces des impacts du réchauffement climatique. Tony Juniper, Président de *Natural England*, a appelé le Gouvernement à tirer les enseignements de cette étude.

Le plan de relance *Build Back Better* pourrait créer 1,2 million d'emplois verts en deux ans selon l'association *Green New Deal UK*

L'association *Green New Deal UK* soutient que le plan de relance *Build Back Better* permettrait de créer 1,2 million d'emplois verts dans les deux prochaines années. Les investissements mobilisés dans le plan de relance porteraient sur les infrastructures vertes et digitales, la R&D, l'énergie et le secteur médico-social (*care work*) et pourraient déboucher sur la création de 2,7 millions d'emplois supplémentaires d'ici à 2030. Plus de la moitié des créations d'emploi dans les deux ans seraient liées au secteur médico-social, et près des trois quarts d'ici 2030. Certains économistes ont néanmoins contesté le fait que les emplois créés dans la sphère médico-sociale soient considérés comme emplois verts, bien qu'ils soient peu intensifs en carbone. Le think tank *New Economics Foundation* doit publier dans les prochaines semaines un rapport visant à identifier les mécanismes de ces créations d'emplois à grande échelle.

Industrie

L'industrie aéronautique britannique s'inquiète de la suspension de ses financements publics de R&D

Le *British Aerospace Technology Institute (ATI)*, en charge d'allouer les fonds du Gouvernement dans le secteur de l'aéronautique, [a suspendu ses appels à projet jusqu'à l'année prochaine](#). Plusieurs projets de recherche pour la construction d'avions électriques et hydrogène, ou encore de design innovant d'ailes ne bénéficieront donc pas de financements de la part de l'Etat cette année. Selon le Gouvernement, il ne s'agirait pas d'une réduction de budget, mais simplement

d'un arrêt temporaire face à l'augmentation soudaine de projets soumis à l'Institut. 80% des projets financés par l'ATI contribuent à la réduction des émissions britanniques. Par ailleurs, le secteur continue de demander une augmentation du budget de R&D de l'Institut, à hauteur de 300 M£ par an, afin de faire face à l'augmentation de la concurrence internationale et notamment européenne. A titre d'exemple, la France a annoncé en juin 2020 une enveloppe de 1,5 Md€ sur trois ans pour soutenir la R&D dans le but de parvenir à un avion neutre en carbone en 2035.

Plusieurs entreprises britanniques du secteur de la logistique ont bénéficié d'une hausse d'activité liée au Brexit

Un ensemble [d'entreprises britanniques du secteur de la logistique](#), dont *Clipper Logistics*, *Eddie Stobart*, *Wincanton* et *Xpediator*, à l'origine des chaînes d'approvisionnement de grandes marques telles que *Zara*, *Nike* et *Argos*, ont bénéficié d'une hausse d'activité inattendue liée au Brexit. Ces entreprises ont profité à la fois de l'augmentation des commandes en ligne durant la pandémie, mais aussi de la demande en espace de stockage, en entrepôts, en services de gestion de formalités douanières pour l'import/export, et en gestion des retours en ligne, pour celles d'entre elles disposant d'entrepôts des deux côtés de la Manche. Dans ce contexte, plusieurs sociétés de logistique britannique envisageraient désormais de racheter des sociétés européennes concurrentes. Cette évolution intervient à une période où les groupes de logistique britannique sont confrontés à la concurrence de groupes tels qu'*Amazon* ou de compagnies maritimes comme *Maersk*, qui ambitionnent de devenir des opérateurs de logistique de bout en bout.

Transport

Le Home Office demande à Heathrow de dédier un terminal à l'accueil des passagers en provenance des pays de la « liste rouge »

Le ministère de l'intérieur britannique (*Home Office*) a demandé à ce que [l'aéroport d'Heathrow](#) consacre son terminal 4 à l'accueil des passagers arrivant des pays figurant sur la « liste rouge », afin d'éviter qu'ils n'entrent en contact avec les personnes en provenance de pays plus sûrs. Cela fait suite à l'annonce de [l'ajout de l'Inde à la liste rouge](#) à partir de ce vendredi, après qu'une centaine de cas du variant indien ont été découverts au Royaume-Uni. Les portes électronique des aéroports (*e-gate*) sont toujours fermées, ce qui ralentit considérablement le rythme auquel le personnel de la *Border Force* peut traiter les passagers, créant des queues allant jusqu'à 6 heures à Heathrow. Les plans visant à regrouper dans un document numérique l'ensemble des informations requises en raison de la pandémie pourraient ne pas être prêts pour le 17 mai, date à laquelle les voyages internationaux pourraient reprendre au plus tôt, ce qui empêcherait une accélération du traitement des flux à l'arrivée.

L'autorité britannique de régulation de l'aviation autorise un projet pilote de drones de livraison

La *Civil Aviation Authority* (CAA) a [autorisé](#) le 20 avril l'entreprise *Sees.ai* à effectuer des vols réguliers au-delà de la ligne de vue du pilote – à ce jour interdits – sur trois sites industriels au Royaume-Uni, afin de tester la sécurité d'une nouvelle technologie de drones télé-pilotés à distance et s'appuyant sur des caméras et capteurs. Les pilotes pourraient à l'avenir être basés à

des centaines voire des milliers de kilomètres de leur appareil, ce qui ouvre la voie à de nouveaux usages, tels que les livraisons ou l'inspection d'infrastructures critiques (centrales nucléaires ou réseaux de transport, par exemple). Ce projet pilote fait partie du centre d'innovation de la CAA, qui étudie la manière dont la régulation de l'espace aérien britannique pourrait encourager en toute sécurité l'innovation dans des domaines tels que l'intelligence artificielle ou le vol autonome.

Les sociétés de location de bus ne pourront pas accueillir de passagers issus de différents ménages avant le 17 mai

Le directeur général de la Confédération des transports de passagers a écrit vendredi dernier au ministre du *Cabinet Office*, Michael Gove, pour exprimer l'incompréhension du secteur de la location de bus privés face à la décision du Gouvernement [d'interdire les locations de bus jusqu'au 17 mai pour les groupes de plus d'un ménage ou d'une bulle de soutien \(« support bubble »\)](#). La confédération relève que le Ministère des Transports (*DfT*) aurait laissé entendre qu'un assouplissement des restrictions permettrait aux sociétés de location de bus d'accueillir des groupes de passagers composés de plusieurs ménages. L'industrie, particulièrement touchée par la pandémie, perçoit cette décision comme une injustice, après que celle-ci a été écartée du programme de subvention aux opérateurs de transport public et alors que l'autorisation de circuler a été octroyée aux services de bus réguliers, gérés par de grandes sociétés telles que *National Express* et *Megabus*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Margot Bloch, Gautier Houel, Inès Urman, revu
par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr